



Après les cocktails les petits déjeuner !
Mêmes causes, mêmes effets, la CGT IP
appelle les collègues à faire leur travail
et pas la com' du minstre !

C'est devenu une habitude au ministère de la justice depuis un an, quand le ministre exige, l'administration courbe l'échine et s'exécute au détriment du bon sens. Ainsi, quand en fin de semaine dernière, un créneau se libère et que le ministre a une épiphanie lui commandant de rencontrer des agents du SPIP, ce sont tous les services d'Ile-de-France qui sont mobilisés pour désigner des collègues pour se rendre place Vendôme 48h plus tard, à savoir demain matin 9h.

Radio SPIP indique des tergiversations côté cabinet du ministre. D'abord 30 CPIP par SPIP sont exigés, rien que ça... Après réflexions ce seront une dizaine d'agents par service à désigner au pied levé. Pour parler de quoi ? Le mystère reste entier. Sûrement un nouvel auto-satisfecit sur les bienfaits des réformes engagées ou à venir.

Rappelons tout de même que pour le moment et en ce qui concerne les SPIP, le bilan du garde des sots c'est :

- Un dénigrement systématique de l'action du SPIP en MF par des polémiques sur les activités en détention et les permissions de sortir collectives ;
- L'entretien du mythe d'une justice laxiste, du fait que les mesures de MO ne soient pas de réelles peines et de l'idée fausse que les SPIP n'assurerait pas suffisement le contrôle de personnes confiées (agents/officiers de probation).
- Le rétablissement des QHS dans lesquels la DAP elle-même peine à trouver une utilité aux SPIP ;
- De nouvelles missions à venir sur le présentiel alors même que 1000 postes sont vacants dans nos services ;
- Le pire bilan jamais enregistré en terme de surpopulation carcérale et un projet de loi SURE qui va faire exploser une situation déjà incontrôlable.

Notre ministre devait consolider une deuxième jambe de l'administration pénitentiaire, nous observons plus aujourd'hui son dénigrement permanent et sa méthodique destruction.

Donc, qu'on se le dise, quand les agendas de chacun ne permettent pas en service de disposer d'un créneau à moins de deux mois, ils permettent encore moins à 48H de se rendre au ministère pour servir de faire-valoir à la communication d'un ministre.

Pour courroner le tout, au même moment se tient un CSA IP au niveau national, occasion pourtant propice au dialogue avec la profession. Comme pour son courrier de décembre, le ministre en appelle donc au lien direct avec ses sujets franciliens.

Les agents des SPIP ne sont pas à la disposition du ministre, qui plus est à 48h, sans ordre du jour et sous la pression. Le ministre fait en plus passer ses cadres pour de simples exécutants de ses basses œuvres, car ils et elles se voient obligé.e.s (ou très content.e.s?) de relayer ces convocations tout aussi saugrenues et déconnectées que provocantes,

La CGT IP appelle donc tous les collègues à ne pas se plier en quatre pour satisfaire le souhait du prince et faire joli sur la photo, mais bien à rester en service pour assumer leurs missions. Car si manifestement le garde des sceaux n'y croit pas, il en est autrement pour les personnels.

Montreuil le 12 janvier 2026